

ENREGISTREMENT-DÉPÔT

08-08-2007

REGISTR.-ENREGISTR.

09-10-2007

NR.
N°

85.134/Co/145

Convention collective de travail du 2 juillet 2007 relative à la fixation du montant, des conditions d'octroi et des modalités de liquidation d'avantages sociaux complémentaires à charge du « Fonds social pour l'implantation et l'entretien de parcs et jardins. »

Art. 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles et dont l'activité principale consiste en l'implantation et l'entretien de parcs et jardins y compris l'entretien des cimetières de militaires étrangers en Belgique.

Art. 2. En application de l'article 13 de la convention collective de travail du 23 juin 1976, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, instituant un fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 7 octobre 1976, publié au Moniteur belge du 22 octobre 1976, les avantages sociaux complémentaires suivants sont octroyés à charge du fonds

1. une prime de fidélité;
2. une allocation complémentaire de chômage;
3. une prime syndicale;
4. intervention en cas de prépension;
5. une allocation en cas de maladie de longue durée.

Chapitre I - Prime de fidélité

Art. 3. Une prime de fidélité est octroyée aux ouvriers occupés pendant l'année de référence dans les entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles.

Seuls les ouvriers et ouvrières comptant une ancienneté dans l'entreprise d'au moins 6 mois entrent en ligne de compte pour l'octroi d'une prime de fidélité.

La condition d'ancienneté sera évaluée chaque année à la fin de la période de référence, c'est à dire le premier juillet de chaque année civile.

Les ouvriers et ouvrières qui restent en service après écoulement de cette période de référence et qui atteignent l'ancienneté de 6 mois dans l'entreprise après le 1^{er} juillet obtiennent aussi le droit à la prime de fidélité.

Si l'une ou l'autre prime de fidélité n'est pas payée, les cotisations versées par les employeurs restent cependant acquises par le Fonds Social.

Art. 4. Cette prime est fixée comme suit :

- de 0 à 5 ans de service consécutifs dans le secteur : 6,00 p.c;
- de 5 à 15 ans de service consécutifs dans le secteur : 7,00 p.c;
- plus de 15 ans de service consécutifs dans le secteur : 8,50 p.c;

et ceci par rapport au salaire brut gagné pour les jours prestés dans le secteur au cours de l'année de référence.

Par "année de référence" on comprend : la période du 1^{er} juillet de l'année précédente au 30 juin de l'année dans laquelle la prime est payée.

La prime de fidélité est calculée pour les jours effectivement **prestés** et pour les jours assimilés conformément aux dispositions prévues par la législation relative aux vacances annuelles des ouvriers.

A partir de la période de référence qui prend effet le 1^{er} juillet 2005, les jours de chômage économique ne seront plus assimilés pour le calcul de la prime de fidélité.

Art. 5. La prime de fidélité est payable à tous les ayants droit entre le 10 et le 15 décembre consécutif à l'année de référence y afférente.

Art. 6. Bénéficient également de la prime de fidélité selon les modalités prévues à l'article 3 :

- les ouvriers pensionnés ou prépensionnés dans le courant de l'année de référence;
- les ayants droit des ouvriers décédés au cours de l'année de référence;
- les ouvriers dont l'employeur a mis fin au contrat de travail dans le courant de l'année de référence (moyennant préavis ordinaire ou indemnité), de commun accord ou par suite de force majeure;
- les ouvriers liés par un contrat à durée déterminée ou pour un travail nettement défini qui prend fin au cours de l'année de référence;
- les ouvriers qui démissionnent eux-mêmes au cours de l'année de référence mais qui, au cours de la même année de référence, entrent en service dans une entreprise d'implantation et d'entretien de parcs et jardins.

Art. 7. Ne bénéficient donc pas de la prime de fidélité, les ouvriers :

- qui démissionnent eux-mêmes au cours de l'année de référence et qui au cours de cette même année de référence n'entrent pas à nouveau en service dans une entreprise d'implantation et d'entretien de parcs et jardins;
- qui sont licenciés pour motif grave au cours de l'année de référence;
- qui n'ont pas atteint les 6 mois d'ancienneté au 1^{er} juillet, tenant compte des conditions fixées à l'article 3.

Art. 8. Sans préjudice des dispositions de la présente convention collective de travail, les avantages complémentaires prévus par des accords particuliers conclus au niveau des entreprises, sont maintenus.

Chapitre II - Allocation complémentaire de chômage

Art. 9. Une allocation complémentaire journalière de chômage est octroyée aux ouvriers qui comptent une ancienneté de six mois, quel que soit leur âge, lorsqu'ils sont mis au chômage par suite d'intempéries, suivant les modalités mentionnées ci-après.

Ces allocations complémentaires de chômage sont uniquement octroyées pour les jours de chômage indemnisés par l'Onem par suite d'intempéries.

Art. 10. Le nombre maximum de jours à indemniser reste fixé à 40 par année civile et par travailleur pour 2007 et les années suivantes.

Art. 11. Le montant de l'allocation complémentaire journalière de chômage reste également fixé à 6,20 EUR.

Chapitre III - Prime syndicale

Art. 12. Une prime syndicale est octroyée annuellement. Le montant annuel global de celle-ci est octroyé aux ouvriers qui, au 30 juin de la période de référence, courant du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante, sont en même temps et ce depuis douze mois au moins :

- a) membre d'une des organisations interprofessionnelles représentatives de travailleurs représentées dans la Commission paritaire pour les entreprises horticoles;
- b) liés par un contrat de travail à une entreprise visée à l'article 1er.

Art. 13. Aux ouvriers qui durant la période de référence satisfont pendant moins de douze mois aux conditions mentionnées à l'article 12, a) et b), la prime syndicale est accordée au prorata de 1/12e du montant annuel global, pour chaque mois ou mois commencé pendant lequel ils répondent aux conditions visées.

Aux mêmes conditions, la prime syndicale est octroyée aux ouvriers pensionnés au cours de la période de référence, ainsi qu'au conjoint ou à la conjointe d'un ouvrier ou une ouvrière décédé(e) pendant la période de référence.

Art. 14.

§ 1 Les ouvriers au service d'un employeur mentionné à l'article 1er de la présente convention collective de travail, reçoivent de leur employeur une attestation d'ayant droit.

§ 2 Les ayants droit qui, durant la période de référence, ont été occupés chez plusieurs employeurs du secteur reçoivent de chaque employeur qui les a occupés une attestation d'ayant droit.

Art. 15. Le montant de la prime syndicale est fixé comme suit :

- montant global annuel : 123,95 EUR
- par 1/12e : 10,33 EUR.

Chapitre IV ~ intervention en cas de prépension

Art. 16. Le paiement de l'indemnité complémentaire en cas de prépension et des cotisations patronales spéciales est dû par l'employeur.

L'obligation des employeurs de paiement de l'indemnité complémentaire est transférée au Fonds Social pour l'Implantation et l'Entretien de Parcs et Jardins aux conditions suivantes :

- les travailleurs partent à la prépension à partir du 1er juillet 2007 ;
- les travailleurs prépensionnés ont été liés sans interruption pendant les deux ans précédant leur prépension par un contrat de travail à un employeur ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles.

Lorsque le Fonds Social pour l'Implantation et l'Entretien de Parcs et Jardins prend en charge le paiement de l'indemnité complémentaire en exécution du présent article, elle se charge également du paiement des cotisations patronales mensuelles spéciales par prépensionné.

Les employeurs et les ouvriers s'engagent à utiliser les formulaires établis par le Fonds Social pour l'application de la présente convention collective de travail.

Chapitre V - Allocation en cas de maladie de longue durée

Art. 17. Il est octroyé aux ouvriers ayant au moins cinq ans de service une indemnité après une maladie de 4 mois ininterrompus.

Art. 18. L'indemnité de 4,96 EUR par jour en cas de maladie de longue durée est payée à partir du premier jour du cinquième mois de maladie, pour une période maximale de :

- 13 semaines (six jours par semaine) pour ceux ayant 5 à 10 ans de service dans le secteur;
- 26 semaines (six jours par semaine) pour ceux ayant 10 ans de service ou plus dans le secteur.

Chapitre VI - Dispositions finales

Art. 19. Les modalités de liquidation des avantages sociaux complémentaires fixés par la présente convention collective de travail sont déterminées par le conseil d'administration du fonds.

Art. 20. Tous les cas particuliers résultant de l'application de la présente convention collective de travail peuvent être soumis au conseil d'administration du fonds.

Chapitre VII - Validité

Art. 21. La présente convention collective de travail remplace celle du 18 avril 2006, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, fixant le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation d'avantages sociaux complémentaires à charge du "Fonds social pour l'implantation et l'entretien de parcs et jardins".

Art. 22. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} juillet 2007 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties contractantes peut la dénoncer moyennant un préavis de trois mois, à notifier par lettre recommandée à la poste au président de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles.

B

Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf
Collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juli 2007 tot vaststelling van het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de uitkeringsmodaliteiten van aanvullende sociale voordelen ten laste van het "Sociaal Fonds voor de inplanting en het onderhoud van parken en tuinen."

Art. 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werkiieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf en waarvan de hoofdactiviteit bestaat in het inplanten en onderhouden van parken en tuinen inbegrepen het onderhoud van de graven van vreemde **militairen** in België.

Art. 2. Bij toepassing van artikel **13** van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni **1976**, gesloten in het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf, **tot** oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en **tot** vaststelling van zijn statuten, **algemeen** verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 7 oktober 1976, **bekendgemaakt** in het Belgisch Staatsblad van 22 oktober **1976**, worden, ten laste van het fonds, de volgende sociale voordelen toegekend :

1. een **getrouwheidspremie**;
2. een aanvullende werkloosheidsvergoeding;
3. een syndicale **premie**;
4. **tussenkost** bij brugpensioen;
5. een vergoeding bij langdurige ziekte.

Hoofdstuk I - Getrouwheidspremie

Art. 3. Een getrouwheidspremie wordt toegekend aan de werkiieden tijdens het referentejaar tewerkgesteld in de ondernemingen voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf.

Alleen werkiieden en werksters met een anciënniteit van **tenminste 6 maanden** in de **onderneming** komen in **aanmerking** voor de toekenning van een getrouwheidspremie.

De anciënniteitsvoorwaarde wordt jaarlijks beoordeeld bij het einde van de referenteperiode dwz; op 1 juli van **elk** kalenderjaar.

De werkiieden en werksters die na afloop van de referenteperiode in dienst blijven en die op een **later** tijdstip dan 1 juli de 6 maanden anciënniteit in de onderneming bereiken, verwerven alsnog het recht op de getrouwheidspremie.

Wanneer een of andere getrouwheidspremie niet wordt uitgekeerd, blijven de door de werkgevers gestorte bijdragen evenwel verworven voor het Sociaal Fonds.

Art. 4. Deze premie wordt **als volgt** vastgesteld :

- van 0 **tot** 5 opeenvolgende jaren dienst in de sector : 6,00 **pct.**;
- van 5 **tot** 15 opeenvolgende jaren dienst in de sector : 7,00 **pct.**;
- **meer** dan 15 opeenvolgende jaren dienst in de **sector** : 8,50 **pct.**;

NEERLEGGING-DEPOT

08-08-2007

REGISTR. EN REGISTR.

09-10-2007

NR.
N°

85.134/CO/145

en dit van het brutoloon verdiend voor de gewerkte dagen in de sector tijdens het refertejaar.

Met "refertejaar" wordt bedoeld : de **periode** van 1 juli van het vorig jaar tot 30 juni van het jaar waarin de **premie** uitbetaald wordt.

De **getrouwheidspremie** wordt berekend voor de effectief gepresteerde dagen en voor de daarmee gelijkgestelde dagen, overeenkomstig de bepalingen voorzien in de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie van de arbeiders.

Met ingang van de **referteperiode** die een aanvang neemt op 1 juli 2005 worden de dagen economische werkloosheid evenwel niet meer gelijkgesteld met het oog op de berekening van de getrouwheidspremie.

Art. 5. De getrouwheidspremie wordt aan **alle** rechthebbenden betaald tussen 10 en **15 december** volgend op het refertejaar waarop zij betrekking heeft.

Art. 6. Genieten eveneens de getrouwheidspremie volgens de **modaliteiten** van artikel 3 :

- de werklieden die in de **loop** van het refertejaar worden gepensioneerd of met brugpensioen worden gesteld;
- de rechtverkrijgenden van de werklieden die in de loop van het refertejaar zijn overleden;
- de werklieden waarvan de **arbeidsovereenkomst** in de loop van het refertejaar wordt beëindigd door de werkgever (**middels** gewone opzeg of vergoeding), in onderling overleg of ingevolge **overmacht**;
- de werklieden verbonden met een arbeidsovereenkomst voor bepaalde duur of voor een **welomschreven** werk die een einde neemt in de loop van het refertejaar;
- de werklieden die in de loop van het refertejaar **zelf** ontslag **nemen maar** in de loop van datzelfde refertejaar opnieuw in dienst treden bij een **onderneming** voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen.

Art. 7. Genieten bijgevolg niet de getrouwheidspremie, de werklieden :

- die in de loop van het refertejaar zelf ontslag nemen en in de loop van datzelfde refertejaar niet opnieuw in dienst treden bij een onderneming voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen;
- die ontslagen worden **om** dringende reden in de loop van het refertejaar.
- die geen 6 **maanden** anciënniteit bereiken op 1 juli rekening houdende met de voorwaarden bepaald in artikel 3.

Art. 8. **Onverminderd** de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst, blijven de bijkomende voordelen voorzien bij **particuliere** akkoorden gesloten op het **vlak** van de onderneming, behouden.

Hoofdstuk II - Aanvullende werkloosheidsuitkering

Art. 9. Er wordt aan de werklieden met zes maanden dienst, ongeacht hun leeftijd, een dagelijkse aanvullende werkloosheidsuitkering toegekend wanneer zij werkloos worden gesteld ten gevolge van slechte **weersomstandigheden**, volgens de hierna **vermelde** modaliteiten.

Deze aanvullende werkloosheidsuitkering wordt alléén toegekend voor de door

RVA vergoede dagen werkloosheid omwille van slecht weer.

Art. 10. Voor 2007 en de volgende jaren blijft het maximumaantal te vergoeden dagen vastgesteld op 40 per kalenderjaar en per werknemer.

Art. 11. Het bedrag van de dagelijkse aanvullende werkloosheidsuitkering blijft eveneens vastgesteld op 6,20 EUR.

Hoofdstuk III - Syndicale premie

Art. 12. Er wordt jaarlijks een syndicale premie toegekend. Het globaal jaarlijks bedrag ervan wordt toegekend aan de werklieden die op 30 juni van de referteperiode, lopend van 1 juli tot 30 juni van het volgend jaar, terzelfder tijd en dit gedurende minstens twaalf maanden :

- a) lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties, vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf;
- b) krachtens een arbeidsovereenkomst verbonden zijn aan een in artikel 1 bedoelde onderneming.

Art. 13. Aan de werklieden die tijdens de referteperiode gedurende minder dan twaalf maanden voldoen aan de in artikel 12, a) en b) vermelde voorwaarden, wordt de syndicale premie toegekend naar rato van 1/12de van het globaal jaarlijks bedrag, voor iedere maand of begonnen maand gedurende dewelke zij aan de bedoelde voorwaarden beantwoorden.

Onder dezelfde voorwaarden wordt aan de tijdens de referteperiode gepensioneerde werklieden, alsmede aan de echtgenoot of echtgenote van een tijdens de referteperiode overleden werkman of werkster, de syndicale premie toegekend.

Art. 14

§ 1. De werklieden in dienst bij een werkgever bedoeld in artikel 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, ontvangen van hun werkgever een attest van rechthebbende.

§ 2. De rechthebbenden die tijdens de referteperiode bij meerdere werkgevers van de sector worden tewerkgesteld, ontvangen van elke werkgever die hen tewerkstelde een attest van rechthebbende.

Art. 15. Het bedrag van de syndicale premie wordt als volgt vastgesteld :

- globaal jaarlijks bedrag : 123,95 EUR
- per 1/12de: 10,33 EUR.

Hoofdstuk IV - Tussenkost bij brugpensioen

Art. 16. De betaling van de aanvullende vergoeding brugpensioen en van de bijzondere werkgeversbijdragen is verschuldigd door de werkgever.

De verplichting van de werkgevers tot betaling van de aanvullende vergoeding wordt echter volledig overgedragen aan het Sociaal Fonds voor de inplanting en het onderhoud van parken en tuinen onder de volgende voorwaarden:

- het brugpensioen gaat ten vroegste in vanaf 1 juli 2007;

- 4
- de bruggepensioneerde werknemers zijn gedurende de twee jaren voorafgaand aan hun brugpensioen onafgebroken door een arbeidsovereenkomst verbonden geweest met een werkgever die onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf ressorteert;

Wanneer in uitvoering van het huidig artikel het Sociaal Fonds voor de inplanting en het onderhoud van parken en tuinen de betaling van de aanvuiende vergoeding ten laste neemt, staat zij ook in voor de betaling van de bijzondere werkgeversbijdragen.

De werkgevers en arbeiders verbinden er zich toe de formulieren die door het Sociaal Fonds opgesteld werden te gebruiken voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk V - Vergoeding bij langdurige ziekte

Art. 17. Er wordt aan de werklieden, met minimum vijf jaren dienst, een vergoeding toegekend, na 4 maanden ononderbroken ziekte.

Art. 18. De vergoeding van 4,96 EUR per dag bij langdurige ziekte wordt betaald vanaf de eerste dag van de vijfde maand ziekte, voor een maximale periode van :

- 13 weken (zes dagen per week) bij 5 tot 10 jaren dienst in de sector;
- 26 weken (zes dagen per week) bij 10 of meer jaren dienst in de sector.

Hoofdstuk VI - Eindbepalingen

Art. 19. De uitkeringsmodaliteiten van de aanvuiende sociale voordelen vastgesteld bij deze collectieve arbeidsovereenkomst worden bepaald door de raad van beheer van het fonds.

Art. 20. Alle bijzondere gevallen die bij toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst voorkomen, kunnen worden voorgelegd aan de raad van beheer van het fonds.

Hoofdstuk VII - Geldigheid

Art. 21. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 18 april 2006, gesloten in het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf, tot vaststelling van het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de uitkeringsmodaliteiten van aanvuiende sociale voordelen ten laste van het "Sociaal Fonds voor de inplanting en het onderhoud van parken en tuinen".

Art. 22. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2007 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Elk van de contracterende partijen kan ze opzeggen, met een opzegtermijn van drie maanden, te betekenen bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf.